

Exclusif Bob Denard

Dans le monde secret des soldats de fortune, Bob Denard est une légende. Il comparaît le 4 mai devant les assises de Paris. Pour la mort du président Abdallah. Cet homme de l'ombre raconte, pour la première fois, les dessous d'une vie hors du commun. Et clame son innocence.

Par Jean-François Mongibeaux et Bernard Sidler

C'est sans doute de mon père, Léonce Denard, que me vint le goût du voyage et de l'aventure. Ainsi commence le livre* dans lequel le « corsaire de la République », comme il aime à se présenter, raconte sa vie tumultueuse. Coups d'Etat, coups de balais, coups de bazookas, coups tordus, et souvent coups de cœur, le colonel Bob Denard, fils d'un sous-off de la coloniale et neveu de marin à tout vécu. Et tout su, ou presque, des coulisses de l'après-décolonisation, véritables écuries d'Augias qu'il a parfois dû nettoyer.

Sa vie ? Un roman de cape et d'épée, ou plutôt de tenues léopard et de kalachnikovs. Un roman d'aventures qu'aurait pu écrire Kipling... ou son ami Pierre Schoendoerffer. La première fois qu'il sent l'odeur de la poudre, le petit Robert est un gamin du Sud-Ouest comme les autres. Sur la pointe de Grave, « le canon tonne dur », comme il le raconte. Avec des FFL, dont certains ont encore de l'acné, il ramasse un fusil Lebel abandonné par un blessé, une brassée de grenades qu'il lance dans les marais où flottent des cadavres allemands.

— Si tu tiens vraiment à jouer au petit soldat, tu n'as qu'à t'engager ! lui lance son père Léonce d'un ton bourru. Bon sang ne saurait mentir. A Toulon, il devient donc matelot de seconde classe breveté mécanicien. La vie, la vraie, va commencer. D'abord l'Indo. Volontaire, bien sûr ! Ça commence mal. Un matin, il part de la base de Phu My au secours d'une unité tombée dans une embuscade. Son camion saute sur une mine. Plusieurs morts. Lui est brûlé au troisième degré. Il survit. Et

en redemande. Sur son petit bateau armé de mitrailleuses, il croise dans le Delta le fameux Crabe Tambour, le commandant Guillaume, ce héros légendaire qui deviendra plus tard son ami et son « armateur » préféré. Sur une jonque, il aime aussi Ti Sao (Petite Fleur), dont il aura un fils qu'il ne connaîtra jamais (celui-ci, officier de l'armée loyaliste, est mort dans les combats de Saïgon contre les bodoïs communistes, ainsi qu'il l'apprendra plus tard en tentant de retrouver sa trace).

Des rêves de gloire plein la tête

Mais la carrière militaire française du marin s'arrête là. Un soir de « dégagement » avec quelques matras, il démolit un bar de Vinh Long. D'autres soldats sont arrêtés à sa place. Il se dénonce malgré les conseils de son supérieur. Soixante jours de p. son. « Mes espoirs de carrière dans la Royale et de croix de guerre sont terminés. »

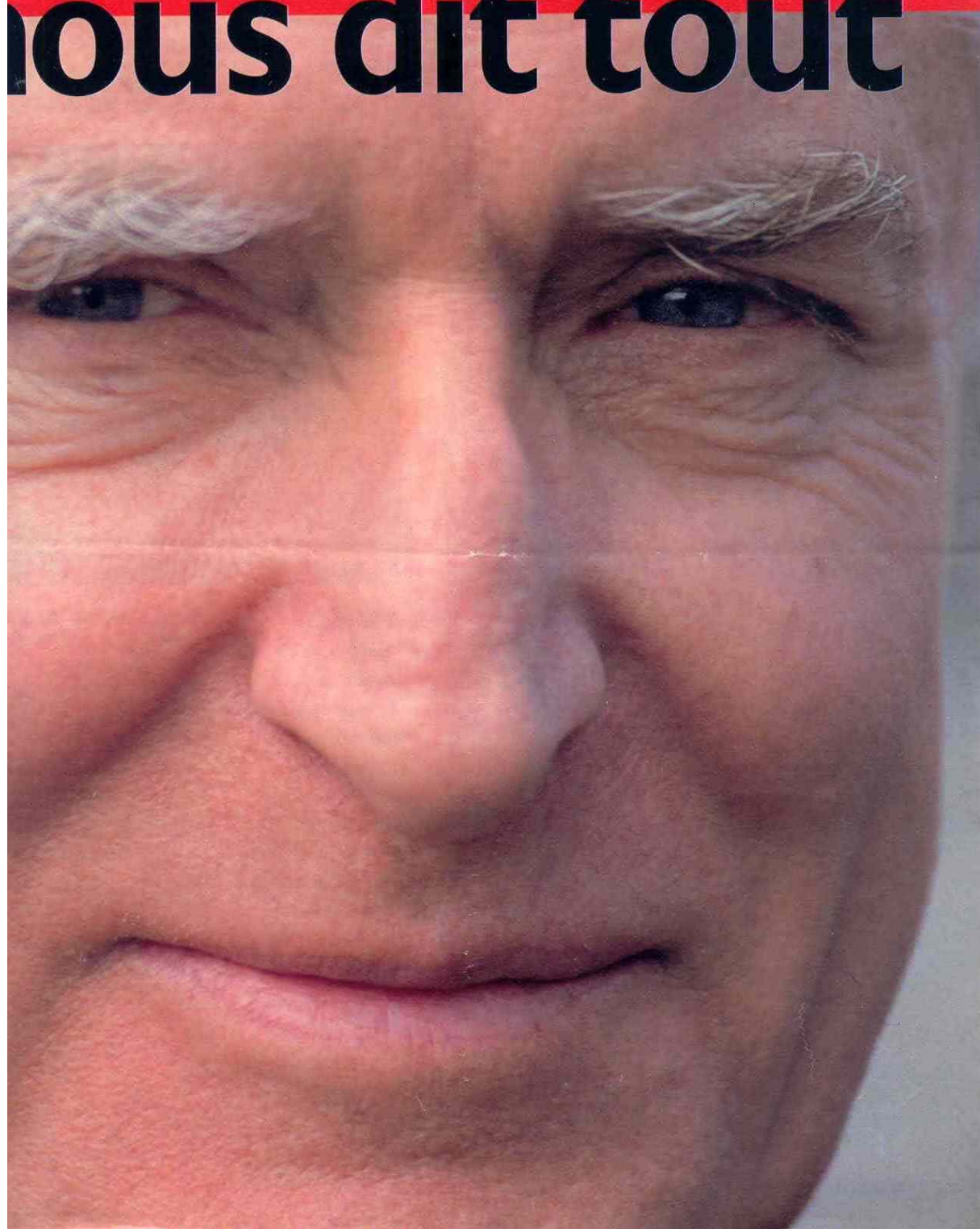
La suite constitue une série d'aventures folles, aussi généreuses que dangereuses, qui vont se jouer sur le terrain miné de la décolonisation. Entré dans la police au Maroc, alors français, il fait la chasse aux terroristes le jour et aux partisans de l'indépendance la nuit.

En 1958, à l'occasion du retour au pouvoir du général de Gaulle, il entre en contact avec des personnalités influentes : le colonel Battesti, l'avocat Queyrat, le commissaire Delarue, qui, lui, a servi Vichy. Mais qu'importe, Denard n'a qu'une patrie, la France, et qu'une religion, l'action. La Royale ➤

Sa formule préférée : « Je ne crache pas en l'air ! » Mais l'ami de Pierre Schoendoerffer et du commandant Guillaume, le fameux Crabe Tambour, est sans doute l'un des hommes qui connaît le mieux « de l'intérieur » les petits et grands secrets de la décolonisation.

BERNARD SIDLER

nous dit tout



EXCLUSIF DENARD

n'a pas voulu de lui ! Il verra du pays autrement. Il a 30 ans, des éminences grises, ou plutôt tricolores, des fourmis dans les jambes et des rêves de gloire plein la tête.

Un jour de septembre 1960, il découvre son destin de curieuse manière. Dans les toilettes d'un café, il ramasse un journal, c'est *L'Aurore*. Un article y relate les aventures de quelques mercenaires blancs dans l'ex-Congo belge. Une photo retient son attention : c'est celle d'un jeune homme aux traits burinés et aux yeux exaltés, Antoine de Saint Paul, dit Tony, un mercenaire français. Sa décision est prise, l'aventure l'attend au Katanga. Ses amis de 1958, Battesti, Queyrat, Delarue puis Trinquier l'aiguillent sur des réseaux amis en Afrique. Il s'envole pour Brazzaville avec un aller simple. Et tout s'enchaîne très vite : d'abord le Katanga, où il retrouve un célèbre commandant de Légion, figure de l'Algérie française devenu



Les chefs des services spéciaux sud-africains inspectent avec Denard une station d'écoute radio édifiée aux Comores par Pretoria.

major dans l'armée sécessionniste. Au combat contre les casques bleus éthiopiens ou gurkhas, le jeune officier (il est devenu lieutenant) révèle ses dons de guerrier et de meneur d'hommes. Mais Tschombé, pour d'obscures raisons diplomatiques, baisse les bras. Le nouveau « commandant » Denard comprend que la politique, c'est la guerre par d'autres moyens. Il ne l'oubliera jamais, mais continuera ses croisades sous l'œil vigilant de ses amis parisiens, tireurs de ficelles dans l'ombre élyséenne. A lui la brousse et le sang, à eux les lambris des palais et les secrets d'Etat.

Au chômage technique, l'ex-mercenaire rentre en France. Mais il n'est pas prêt de devenir fonctionnaire des impôts. C'est un grand reporter de *Figaro*, Jean-François Chauvel qui lui parle du Yémen, où il faut, affirme-t-il, restaurer la

monarchie de l'émir el-Badr. Deuxième pays, deuxième croisade. Les avions égyptiens larguent leurs bombes sur les maquisards du désert. Saint Paul, devenu son ami, est tué le jour de Noël. « *Tony me manque et me hante*, dit Denard. *Mon seul espoir est qu'il ne soit pas mort pour rien.* » Question sans réponse. Mais le soldat de fortune, barbu comme un guerrier zaydite, a pris du galon. Ses dons de stratège s'affirment. Il sait désormais faire manœuvrer ses hommes, leur apprend à installer leurs mitrailleuses face au piqué des avions, exploite à mort son armement de bric et de broc. Mais son vrai, son seul amour, c'est l'Afrique. Alors, amaigri tel un ascète, il revient au Congo se mettre sous les ordres d'un certain Mobutu, commandant en chef de l'armée nationale congolaise, qui lui remet vite ses galons de lieutenant-colonel.

Que devient le Katanga ? En 1967, les services secrets français lui font savoir qu'il doit rejoindre Tschombé, car Mobutu, devenu président, fait le jeu des Américains. Que se passe-t-il dans la tête de celui qui joue sa vie sur le terrain pendant que d'autres jouent au poker menteur ? Il claque des talons et retourne dans le bourbier katan-gais. Grièvement blessé à Bukavu par une balle dans la tête, alors qu'il vient porter secours au mercenaire belge Schramme, autre légende vivante, Denard risque la paralysie générale. Mais il ne veut pas être évacué pour éviter que ses hommes, épuisés, cernés, ne perdent le moral. Dans le coma, il est finalement opéré en Rhodésie. Sa forte constitution – et sa compagne Marie-Elise, une Zairoise de père grec, qui lui a placé sur la tête des sacs de glace durant tout le vol – le sauve. Il boitera toute sa vie. Fini le baroud ? Il ne fait que commencer. Derrière le Katanga, ce sera le Biafra, après une parenthèse ouverte en mai 1968, dans les réseaux Foccart, au service du général de Gaulle. Mais Denard, admirateur de Surcouf, n'est pas une barbouze et encore moins un godillot. Ce qu'il veut, c'est de l'action, encore de l'action, toujours de l'action au service de la France. Avec l'après-décolonisation, il y a de l'ouvrage. Devenu Gilbert Bourgeaud par la grâce des services secrets français, le « capitain Bob » du Yémen se métamorphose en un armateur un peu spécial. Sur les conseils amicaux et désintéressés du commandant Guillaume, le Crabe Tambour, il affrète un chalutier baptisé *Mi Cabo Verde*. Bourré ➤

Notre interview exclusive de "Oui, j'ai travaillé"



Dans une banlieue de l'est de Paris, le « chien de guerre » ronge son frein en cultivant des tulipes.

PHOTOS FERNAND SOLIER

A 70 ans, le mercenaire le plus célèbre du monde cultive son jardin. "J'ai beaucoup plus semé que brûlé", dit-il, faisant allusion à la ferme modèle et aux travaux réalisés de 1978 à 1982 aux Comores.

Par Jean-François Mongibeaux

Le Figaro Magazine – Êtes-vous un soldat de fortune ou un agent des services secrets ?

Bob Denard – Je n'ai jamais été un agent des services, mais j'ai souvent et longtemps travaillé pour eux. Vous êtes le premier à qui je révèle que j'ai eu quatre officiers traitants : le colonel Robert, le général Janou Lacaze et deux autres, dont un cavalier, que je ne nommerai pas. J'ai aussi beaucoup travaillé pour la cellule africaine de Jacques Foccart. A vous de conclure.

F. M. – Comment avez-vous été recruté ?

B. D. – Je n'ai jamais été recruté par les services secrets. Les choses se sont passées de façon beaucoup plus simple. J'ai commencé à fréquenter ces milieux dans les années 50, avec le colonel Battesti, maître Queyrat, chef du BCRA (Bureau central du renseignement des armées) et quelques autres. Au 32, rue de Grenelle, je rencontrai Foccart. Lors de l'opération du Biafra, il avait dans son armoire blindée quelques centaines de millions de francs. Quant au 2, rue de l'Élysée, on y accédait par les sous-sols. Comme je voulais partir au Katanga comme mercenaire, on m'a demandé de prendre contact avec

Bob Denard

pour les services secrets français''



le chef d'escadre d'UTA à Brazzaville. Tous les chefs d'escadre de cette compagnie étaient d'honorables correspondants des services français. Celui-ci m'a à son tour présenté d'autres personnes. Voilà comment cela s'est passé.

F. M. – Vous étiez donc, dès le Katanga, en liaison avec les services ?

B. D. – Tout à fait. Je disposais d'un système codé sur ma radio, sur certaines fréquences, avec des horaires pour émettre et recevoir. Par exemple, quand Tschombé a voulu revenir au pouvoir par la force, un peu avant les événements de 1967 (NDLR : Denard, abandonnant Mobutu, rejoint le mercenaire belge Schramme pour défendre le Katanga de Tschombé), j'ai traversé le fleuve à N'Du pour rencontrer à Bengazou, un village de Centrafrique, un représentant de la cellule africaine de l'Elysée qui m'a dit de prendre fait et cause pour Tschombé. A l'époque du Biafra également, j'émettais en codé des messages que mes correspondants décodaient.

F. M. – Les opérations des Comores étaient également contrôlées par les services français ?

B. D. – Evidemment. Quand le président Abdallah était en exil en France, il était sûrement inspiré par

René Journiac. En 1978, c'est un officier traitant qui m'a épaulé pour l'opération Atlantide, destinée à remettre Abdallah au pouvoir. Les Sud-Africains, qui finançaient entièrement la Garde Présidentielle, avaient installé sur la Grande Comore une station d'écoute radio. Toutes leurs informations, très précieuses pour la France, étaient remises à un officier des services secrets en poste provisoire à Moroni. En Angola, déjà, pour soutenir Savimbi, l'opération avait eu lieu avec la CIA et mon officier traitant était un cavalier qui faisait la liaison avec les Américains. Les Français nous faisaient parvenir des Entac (missiles téléguidés) et les Américains des SAM 7.

F. M. – Et au Biafra, c'était aussi une opération couverte par le SDECE ?

B. D. – Comment voulez-vous qu'elle ne le soit pas ? On chargeait à La Rochelle ou à Cherbourg de l'armement fourni par la France mais d'origine étrangère. Cela a duré plusieurs mois, en 1968 et en 1969. Notre bateau était même escorté et protégé par un bâtiment de la Marine nationale ! On avait aussi acheté un DC 3 et un DC 4, à l'instigation de Moricheau-Beaupré (NDLR : ancien conseiller de Fulbert Youlou). Les avions faisaient deux rotations par nuit pour éviter la chasse nigérienne. Ils se posaient au Biafra sur une route. Pour payer cette opération de grande envergure, la cellule élyséenne de Jacques Foccart a fait transiter des fonds par la Côte d'Ivoire, dont le président Houphouët-Boigny, était familier de ce genre de manipulations. Cela a coûté beaucoup d'argent à la France.

F. M. – Votre dernière opération sur les Comores, celle de 1995, était-elle aussi contrôlée par les services ?

B. D. – Je ne pense pas !

F. M. – Mais vous n'avez pourtant pas été très discret en effectuant de nombreux voyages à l'étranger : en Norvège, à Genève et ailleurs. Vous avez acheté un bateau, vous l'avez armé, vous avez recruté une trentaine d'hommes ! Et puis vous êtes parti aux Comores un beau jour. Comment cela a-t-il pu échapper aux services ?

B. D. – Si les services n'étaient pas au courant, c'est très grave. L'opération a demandé neuf mois de préparation. Quand on est passé au

large du cap de Bonne-Espérance, on a été survolés plusieurs fois par des avions sud-africains. Je suis sorti sur le pont et je les ai salués. Ils ont battu des ailes pour nous dire que tout allait bien. Difficile de passer inaperçu dans ces conditions. Mais si les services n'étaient pas au courant, nous, nous étions au courant de leur dispositif à Moroni. J'avais même le mot de passe de la DGSE sur place : « Stanislas ». L'un de mes chefs de section a dit ce mot à l'officier français qui était à la résidence du président Djohar, un membre de la DGSE, et il nous a laissés entrer sans problème.

F. M. – Pourtant, Paris a envoyé aux Comores deux mille hommes, des hélicoptères, des Transall, pour vous arrêter.

B. D. – Cela a été une surprise pour moi. J'étais en contact permanent avec Jacques Foccart pour l'informer de la situation. Je lui téléphonais trois fois par jour. C'est tout ce que je peux vous dire.

F. M. – Vous allez comparaître devant la Cour d'assises de Paris pour l'assassinat du président Abdallah. Etes-vous inquiet ?

B. D. – Inquiet ? C'est moi qui suis revenu volontairement en France en 1993 pour ne pas abandonner mes deux officiers présents avec moi la nuit du drame, Siam et Marquès. J'ai tout dit à ce sujet : nous avions organisé une simulation d'attaque de la résidence présidentielle, un « plastron », comme on dit dans notre jargon. Cette nuit-là, le Président a enfin signé un ordre de dissolution des Forces Armées Comoriennes. Malheureusement, les tirs et les coups de bazookas qui redoublaient l'ont effrayé. Il a paniqué, gémissant, invoquant Allah. Son garde du corps, Jaffar, est brusquement entré dans le salon alors que je tentais de ramener le Président à la raison en lui tapotant les joues, à genoux devant son fauteuil. S'est-il mépris sur mon geste ? Il a tiré avec sa kalachnikov dans notre direction. Je me suis jeté au sol. C'est le Président qui a reçu la rafale. Siam a abattu Jaffar. Cela a duré une fraction de seconde. Qui a tiré le premier ? Je suis incapable de vous le dire. Tout ce que je peux affirmer, c'est que je n'ai pas tué Abdallah, qui était mon ami. J'ai la conscience tranquille, et je fais confiance à la justice de mon pays.

F. M. – Vous avez pourtant déjà été condamné à cinq ans de prison avec sursis pour l'affaire du Bénin sous l'inculpation « d'association de malfaiteurs ».

B. D. – C'est exact. Mais si association de malfaiteurs il y a, il faut y compter le président Giscard d'Estaing et aussi quatre chefs d'Etat africains qui se reconnaîtront facilement.

F. M. – Pour l'opération de 1995, vous allez également être poursuivi pour « association de malfaiteurs ».

B. D. – Cette fois, il faudrait aussi inculper le responsable de la cellule africaine de l'Elysée. Mais il est décédé depuis. Paix à son âme.

F. M. – Certains de vos amis prétendent que vous pouvez faire des révélations.

B. D. – Des bombes, il y en a de faible puissance. Et il y en a de grosses. Cela fait toujours mal quand ça pète. Mais que chacun dorme en paix. Ce n'est pas moi qui cracherai en l'air.

F. M. – Vous n'êtes donc pas pour la politique de la terre brûlée ?

B. D. – J'ai semé beaucoup plus que je n'ai brûlé. Les bombes, on les gardera pour une autre fois.

F. M. – Dernière question : vous êtes-vous enrichi au long de votre vie de soldat de fortune ?

B. D. – Je n'ai rien à cacher. Mon plus haut salaire, en tant que colonel de la Garde, a été de 30 000 F à 50 000 F. Mes officiers touchaient entre 20 000 F et 30 000 F. A l'époque héroïque, au Katanga, on gagnait le Smig. J'ai vu passer trois ou quatre générations de mercenaires. Tous mes biens et ceux de mes hommes, maisons etc. sont restés aux Comores et on ne nous a jamais dédommagés. On a estimé que cela représentait 20 millions de francs. Mais tant pis. Ma plus grande richesse, c'est la vie que j'ai menée, les gens que j'ai aimés, les otages et les prisonniers que j'ai sauvés, les travaux d'intérêt public que j'ai effectués, comme la ferme expérimentale que j'ai créée aux Comores, la construction d'hôtels et de routes.

F. M. – Aujourd'hui, avez-vous définitivement posé votre sac ?

B. D. – On peut dire ça. On a toujours un endroit où on s'arrête un jour. Mais ce n'est pas pour ça que l'on n'est pas prêt à repartir. ■

EXCLUSIF DENARD

de matériel militaire, escorté par la Royale (Jacques Foccart veille au grain), le bateau du Corsaire alimente en armes et munitions les Ibos du Biafra. Mais aussi en médicaments. Un jeune médecin salue le courage de ces « mercenaires de la charité » qui interviennent au cœur même de cette première catastrophe humanitaire. Il s'appelle Bernard Kouchner. C'est aussi à cette époque que Bob Denard devient « Monsieur Robert ». Il quitte parfois le treillis pour rencontrer en leurs palais, entre deux avions, Houphouët-Boigny, Omar Bongo ou Hassan II, qui ne l'oublieront jamais, et qu'il ne trahira jamais.

Après un complot contre Kadhafi, ourdi par le roi du Maroc, et une action en 1974 au Kurdistan pour soutenir les peshmergas, (encore « une cause désespérée »), Denard va enfin découvrir sa terre promise : les Comores ! Devenu indépendant en 1975 (sauf Mayotte,



Heureux père et grand-père (il a eu plusieurs épouses et compagnes), Bob Denard goûte aux joies de la famille.

restée française) l'archipel vient de connaître un coup d'Etat. Le nouveau président, Ali Soilih « est une chance pour la France », affirme à Denard un groupe d'hommes d'affaires ou d'hommes politiques, un tiers gaullistes, un tiers OAS, un tiers « moustaches » (services secrets). Il faut aller déloger l'ex-président Abdallah, replié sur son île, d'Anjouan. Le 5 septembre 1975, il débarque d'un avion cargo bourré d'armes de guerre sous le regard indifférent d'une poignée de gendarmes français. Il équipe deux cents Comoriens « qui ne savent ni tirer, ni marcher au pas ». Et, avec quelques compagnons aguerris, il prend le contrôle de la Grande Comore et arrête Abdallah à Anjouan. « Personne ne savait que mes soldats d'opérette n'avaient pas de balles dans leurs fusils. »

Les îles aux parfums d'ylang-

ylang vont envoûter à jamais Bob Denard.

Après une nouvelle « cause désespérée » en Angola, et un coup d'Etat manqué au Bénin, le soldat de fortune va revenir à Moroni pour renverser... Ali Soilih, devenu un tyran paranoïaque. Et, dans la foulée, redonner le pouvoir à... Abdallah, réfugié à Paris ! « Monsieur le Président, dit-il à Abdallah avant d'engager l'opération, vous ne possédez pas l'argent nécessaire pour mener l'action vous permettant de revenir au pouvoir. Eh bien, je vais contribuer à son financement. » Il hypothèque la concession Citroën qu'il vient d'acheter à Lesparre, près de Bordeaux, et avec l'incontournable Crabe Tambour, il affrète un nouveau bateau, un morutier de Lorient rebaptisé *Antinéa*. Puis il recrute illico une cinquantaine de mercenaires (cinq mille candidats, dont Philippe de Dieuleveult, ont répondu à ses petites annonces). Il met alors le cap sur les Comores, où il renverse sans coup férir, le 13 mai 1978, le « Pol Pot de l'océan Indien ». Du même coup, il libère les opposants politiques torturés dans les geôles de Soilih. Mais à Paris, on lui demande de se faire oublier. L'« affreux » Français fait désordre dans la région. « On » lui remettra quand même 1 million de francs pour rembourser son avance à Abdallah !

Vite revenu aux Comores, devenu Saïd Mustapha M'Hadjou, marié, à la façon musulmane, à une jeune Comorienne, régnant sans partage sur une puissante garde pré-torienne, la Garde Présidentielle qu'il a formée lui-même avec les moyens conséquents fournis par Pretoria (qui installe une station d'écoute radio sur l'île), Bob Denard, auquel Clint Eatswood a acheté plusieurs dizaines de milliers de dollars les droits de son histoire pour en faire un film, va-t-il jouir d'un repos bien mérité ? Basta ! En 1982, l'incorrigible soldat de fortune mène encore, à la demande des services secrets français, certains coups de main au Tchad en faveur d'Hissène Habré, devenu l'enfant chéri de Paris.

Quelques années encore passent. On oublierait presque Bob Denard, devenu une sorte de vice-roi des Comores, homme de confiance du président Abdallah qui le surnomme affectueusement Bako (le sage). Mais les vrais aventuriers ne peuvent jamais dormir tranquilles. En 1989, à l'occasion d'une trouble opération de désarmement par la GP des forces

Un procès truffé de mines

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a décidé d'envoyer Bob Denard aux assises, le 4 mai prochain, pour la mort du président Abdallah survenue en novembre 1989. Pourtant, d'après de nombreux juristes ayant eu accès au dossier, l'instruction aurait été menée de façon surprenante. Par exemple, le juge, Chantal Perdrix, s'est transporté sur les lieux pour une audition de témoins en novembre 1993, soit quatre ans après les faits ! Elle était accompagnée d'un expert en balistique, qui a rendu ses conclusions allant dans le sens d'un tir à quelques mètres, les trois balles découvertes et analysées par celui-ci étant des munitions de kalachnikov. Or, cet expert n'était pas mandaté officiellement. Ce n'est que le 16 décembre 1993, soit deux mois et demi après le transport sur les lieux, que le juge a rendu une ordonnance pour le désigner officiellement. **Pire : ses conclusions sont formellement démenties par un autre expert désigné par maître Alexandre Varaut, avocat de Bob Denard. Ce spécialiste, ancien officier de gendarmerie, ancien chef du département balistique de l'Institut de recherches criminelles de la gendarmerie nationale (IRCGN), au vu du dossier d'expertise de son confrère, conclut que si l'on se fie à celui-ci, le tireur aurait été « un géant de cinq mètres de haut et l'arme un canon de 300 mm de marine ! »**

“Denard rempli se

Michel Roussin, ancien directeur de cabinet d'Alexandre de Marenche, dit Porthos, le patron du SDECE (Service de documentation et de contre-espionnage), affirme que Bob Denard est « un type honnête et un homme de parole qui tient ses engagements ».

Le Figaro Magazine – *Le SDECE a-t-il utilisé Bob Denard ?*

Michel Roussin – Tout à fait. Quand les services spéciaux ne peuvent pas effectuer certaines opérations clandestines, ils font appel à des structures parallèles. Les services doivent contrôler ces structures jusqu'à la phase opérationnelle. Et même au-delà, ce qui était effectivement le cas pour Bob Denard et ses soldats de fortune.

F. M. – *De quelle façon Denard était-il « contrôlé » ?*

M. R. – Par le biais d'un officier traitant qui le suivait en permanence. Durant les opérations, il recevait les consignes et rendait compte au moyen de systèmes de transmission codés. Il y avait des procédures, des programmes, des échéances, des horaires à respecter jusqu'à la phase d'action, qu'elle soit militaire ou d'influence, toujours selon le principe de ne pas impliquer le gouvernement de la République.

F. M. – *Dans ces conditions, la responsabilité de l'Etat est engagée ?*

M. R. – Absolument, dans la mesure où les services spéciaux font partie de l'appareil de l'Etat. Quand, pour certaines missions spéciales, les services ne peuvent pas traiter complètement une opération, on a besoin d'un support, et ce support peut être apporté par des professionnels comme Denard et ses hommes. Nous appliquons alors nos techniques à ces

a toujours s missions''

structures latérales. Ces gens-là sont une sorte d'échelon avancé, mais couvert, épaulé par les services secrets. Ils exécutent les ordres jusqu'au terme de leur mission, et ils disparaissent et sont remplacés par des forces plus conventionnelles.

F. M. - *On peut donc dire que Denard a été un agent des services secrets français.*

M. R. - Non. Il s'identifiait sans doute aux services qui lui donnaient ses missions. Il était, et est toujours, je pense, viscéralement attaché à la notion de patrie. Mais il n'a jamais été un agent au sens strict du terme.

F. M. - *Il vous a toujours donné satisfaction ?*

M. R. - Toujours. Il était géré comme un véritable agent. Il travaillait sous des identités fictives, avec de faux passeports. Dans des opérations que je n'énumérerai pas pour des raisons d'éthique, Denard a parfaitement rempli ses missions. Si après, dans sa vie, il y a eu des péripéties, je n'en ai pas eu connaissance, n'exerçant plus mes fonctions au SDECE (NDLR : après l'élection de François Mitterrand en 1981). Tant que le dispositif dont je viens de parler a fonctionné, on n'est pas parti dans des aventures complexes qui pouvaient mal se terminer. Dès lors que ces gens-là, qui ont pris des habitudes avec les services, ont acquis une sorte d'assurance, oubliant qu'il y a une structure qui, disons le mot, les manipule, ils proposent leur savoir-faire à des gouvernements étrangers, à des groupes politiques. A partir de ce moment-là, il y a des dérapages et tout peut arriver.

F. M. - *Pour les opérations des Comores, vos services étaient dans le coup ?*

M. R. - Au moins pour l'une d'entre elles, oui. Denard les a effectuées dans l'intérêt de la stabilité géopolitique de la région. Ali Soilih, le dictateur marxiste (NDLR : surnommé « le Pol Pot de l'océan Indien ») a été écarté du pouvoir par Denard et ses hommes. Ceux-ci ont mené cette opération sous le contrôle du SDECE.

F. M. - *Les opérations aux Comores menées par Denard ont toujours été des succès ?*

M. R. - Il a rempli son contrat, du

moins pour la période que j'ai eu à connaître. Si ensuite il y eut des dérapages (NDLR : après 1981), soit on l'a lâché, on a oublié ce qu'il avait fait avec nous, soit lui et les siens se sont affranchis d'une tutelle difficilement supportable compte tenu de la façon dont ils envisageaient leur rôle. La grande liberté du soldat de fortune, c'est d'être sur le marché à la disposition des autres Etats. Avec, quand même chez Denard, une dominante romantique, patriotique.

F. M. - *On a toujours déclaré officiellement que Denard n'avait jamais été payé par la France. C'est difficile à croire. N'était-il pas facile pour Paris de faire transiter les fonds par un pays africain ami ?*

M. R. (Sourire) - Sans doute. Les fonds secrets, cela sert aussi à ça. On paie nos agents, et on peut assimiler un soldat de fortune à un agent. Même si Denard n'était pas payé directement, des moyens, notamment pour sa logistique, etc., étaient effectivement mis à sa disposition. C'est tout ce que je peux vous dire.

F. M. - *En 1995, lors de son nouveau coup d'Etat aux Comores, il semble qu'on l'ait, pour le moins, « laissé faire ».*

M. R. (Sourire) - Sans doute.

F. M. - *Avait-il toujours des assurances du côté des services ?*

M. R. - Je n'étais plus aux affaires. On a ces assurances-là ou on ne les a pas. Denard seul sait.

F. M. - *Vous allez prochainement témoigner en sa faveur. Que direz-vous ?*

M. R. - Que Denard est un type honnête, un professionnel correct, un homme de parole qui tient ses engagements jusqu'au bout.

F. M. - *Ce n'est pas courant de voir un ancien responsable des services secrets français sortir de l'ombre pour défendre quelqu'un ayant travaillé pour lui, qui plus est en freelance.*

M. R. - Il ne faut pas toujours lâcher les gens. Dans cette République où tout le monde balance tout le monde, où la vie politique s'organise autour de la délation, de la lettre anonyme, moi, j'assume mes responsabilités, c'est tout. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR JEAN-FRANÇOIS MONGIBEAUX



Abonnez-vous aux week-ends du Figaro et recevez les quotidiens du vendredi et du samedi plus Le Figaro Magazine, Madame Figaro et TV Magazine !

OUI, je m'abonne au Figaro, mon abonnement comprend :

Le Figaro du vendredi et du samedi et les suppléments du week-end, le Figaro Magazine, Madame Figaro et TV Magazine.

Adresse de réception de l'abonnement, à remplir quel que soit le mode de paiement :

Nom/Prénom _____
Adresse _____ Code Postal _____
Ville _____ Tél : _____

DURÉE LIBRE, 89F (13,57 euros) PAR MOIS SEULEMENT

OUI, je paie seulement 89 francs tous les mois, par prélèvement sur mon compte bancaire ou postal. Je complète le formulaire d'autorisation ci-dessous, je joins un RIB, RIP ou RICE, et je les envoie à Le Figaro, Service Abonnements, 8-10 rue Pierre Brossolette, 92309 Levallois-Perret cedex. Je ne m'engage pas pour une durée définie, je peux résilier ce service à tout moment par simple lettre.

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT. J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier, si sa situation le permet, des prélèvements mensuels correspondant à mon abonnement au Figaro. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution, par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec le Figaro.

1 TITULAIRE DU COMPTE Nom/Prénom _____ Adresse _____ Code Postal _____ Ville _____			N° NATIONAL D'EMETTEUR 155373 ORGANISME CÉANCIER LE FIGARO <small>(ancien quotidien national français)</small> Service Abonnements 8-10 rue Pierre Brossolette 92309 Levallois-Perret Cedex								
2 DESIGNATION DU COMPTE À DÉBITER <table border="1"> <tr> <td>Code établissement</td> <td>Code guichet</td> <td>n° de compte</td> <td>Clé RIB</td> </tr> <tr> <td>_____</td> <td>_____</td> <td>_____</td> <td>_____</td> </tr> </table>				Code établissement	Code guichet	n° de compte	Clé RIB	_____	_____	_____	_____
Code établissement	Code guichet	n° de compte		Clé RIB							
_____	_____	_____		_____							
3 ÉTABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE Établissement _____ Adresse _____ Code Postal _____ Ville _____											
4 Date et signature obligatoires _____ <small>N'oubliez pas de joindre un Relevé d'identité Bancaire (RIB), postal (RIP), ou de Caisse d'Épargne (RICE).</small>											

1 AN, 1 068 FRANCS (162,82 euros), CI-JOINT MON RÈGLEMENT PAR :

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de : Le Figaro Abonnements

Carte Bancaire Carte American Express expire à fin _____

n° _____

*Offre valable en France Métropolitaine jusqu'au 31/01/2000. Pour l'étranger, nous consulter.

L 70

Bulletin d'abonnement à retourner au Figaro, Service Abonnements

8-10 rue Pierre Brossolette 92309 Levallois-Perret Cedex. Tél : 01 47 31 07 07 - Fax : 01 40 87 4
Minitel 3615 Figaro (2,23 F ou 0,34 euros/mn).

EXCLUSIF DENARD

armées comoriennes, corrompues et turbulentes, le président est abattu dans sa résidence d'Itsandra, en présence de Denard et de deux de ses officiers. Qui a fait le coup ? Le propre garde du corps du Président, comme le soutient Bako ? En tout cas, la France dépêche deux mille paras pour évacuer l'affreux et ses officiers européens sur l'Afrique du Sud. « Commandant Papa », la lame à l'œil, passe en revue « sa » garde, pour laquelle il a exigé le versement de six mois de solde (3 millions de francs, sans doute payés par la France). Les officiers perdus des Comores embarquent dans l'avion de l'exil avec armes et bagages (maigres). Rideau ! Denard demeurera trois ans à Pretoria.

“Je suis sûr que mon père est fier de moi”

Mais, revenus en France, les deux officiers présents la nuit tragique au palais sont incarcérés. Il sont tout simplement accusés du meurtre d'Abdallah, et ce en dépit des promesses données à Moroni par les « autorités françaises ». Devant cette « forfaiture », Denard rentre à Paris le 2 février 1993. A Roissy, on lui passe les menottes et il se retrouve à la Santé. Deux mois plus tard, il est jugé... pour la tentative de coup d'Etat au Bénin, fomentée dix-huit ans auparavant ! Verdict : cinq ans avec sursis. Fini, le baroudeur aux cheveux blanchis sous le harnais ? Tout le monde, en effet, l'oublie. Ou presque. Mais pas ses amis comoriens. En 1995, ils l'appellent au secours. En douce (?), l'infatigable baroudeur achète en Norvège un bateau. Il recrute une

trentaine de mercenaires, dont certains anciens du SDECE ou de la DGSE. Pas un remou dans la Piscine (siège des services secrets) ! Le *Vulcain*, qui n'est pourtant pas un bateau furtif, s'ancre devant Moroni dans la nuit du 27 au 28 septembre. Les commandos débarquent silencieusement et réveillent le président Djohar, à l'origine de sanglants règlements de comptes et de la faillite économique du pays. Denard délivre illico les fils Abdallah, torturés et condamnés à mort, et quelques amis du temps glorieux de la Garde Présidentielle. Une « dette d'honneur », dit-il. Mais une fois de plus, enfin réveillé, Paris dépêche ses paras pour neutraliser l'affreux à la moustache blanche. Par la même occasion, Djohar est mis hors d'état de nuire à la Réunion. Merci Denard ! Pourtant, on le rapatrié manu militari en France pour « non respect de contrôle judiciaire ».

Aujourd'hui, l'homme de main, l'homme d'honneur, le soldat de tant de bonnes et de mauvaises fortunes, attend de comparaître devant les assises de Paris pour « assassinat ». Celui du président Abdallah, commis il y a dix ans. Il dit : « N'attendez pas de moi que je crache en l'air ! » (que je dénonce des gens). Et aussi : « Moi, je peux me regarder dans ma glace sans baisser les yeux. » Ou encore : « Je suis sûr que mon père est fier de moi. » Finie, la saga Denard ? Suite au prochain numéro. A 70 ans, le chien de guerre a encore toute ses dents. ■

* Bob Denard, corsaire de la république, éditions Robert Laffont (1998). On peut aussi consulter le site Internet www.bobdenard.com

Une vie mouvementée

7 avril 1927 : naissance de Robert Denard.
1948 : guerre d'Indochine comme quartier-maître de première classe.
1952 : policier antiterroriste au Maroc.
1958 : vendeur d'appareils ménagers en France.
1960 : guerre de sécession du Katanga.
9 août 1963 : guérilla avec les royalistes du Yémen contre l'Égypte.
1964 : retour au Congo dans l'armée de Mobutu.
Pâques 1965 : libération d'otages et de religieuses et réouverture de la voie ferrée Aketi-Paulis.
Novembre 1965 : Denard est nommé lieutenant-colonel par Mobutu.
1967 : retour au Katanga pour servir Tschombé.
Mai 1968 : activisme pour de Gaulle dans les réseaux Foccart.
Fin 1968 : guerre du Biafra.
1970 : fin de la guerre du Biafra. Denard se met au service d'Omar Bongo au Gabon.
1971 : tentative d'une opération en Libye.
1974 : opérations au Kurdistan.
Début 1975 : première opération aéroportée aux Comores.
Mars 1976 : guerre en Angola.
Janvier 1977 : coup d'Etat manqué au Bénin.
13 mai 1978 : nouveau coup d'Etat aux Comores.
1982 : opérations au Tchad.
Novembre 1989 : assassinat du président Abdallah.
2 janvier 1993 : retour de Denard en France.
Septembre 1995 : nouveau coup d'Etat aux Comores.

Dans la nuit du 26 au 27 novembre 1989, le président Abdallah est tué. Dans son salon-bureau (notre dessin), se trouve à ce moment-là, si l'on en croit leurs témoignages, trois hommes : Bob Denard,

le commandant Marquès et le capitaine Siam. Dehors, des détonations et des explosions retentissent. Denard se serait agenouillé devant le Président pour le rassurer. Jaffar aurait alors fait irruption dans le

salon. Qui a tiré le premier ? Jaffar en direction de Denard ? Ou Siam qui affirme avoir abattu le garde du corps ? En tout cas, le président Abdallah meurt, mitraillé par cinq balles de kalachnikov.

Le mystère du palais d'Abdallah

